

Kibare

Journal de l'Education Non Formelle et de l'Alphabétisation

Version en Français

N° 11 Juin 2017



Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

11 BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso Tél.: +226 25 36 58 45

www.gtenf.org







EDITORIAL



La nouvelle parution de votre revue sur l'éducation non formelle, le Kibaré 11, consacre une bonne partie de son contenu à la Triennale 2017 de l'ADEA, tenue à Diamniadio du Sénégal, dans la haute banlieue dakaroise. À l'image de son nom, synonyme de paix et de dialogue, Diamniadio a été le lieu de rencontre de représentants de l'essentiel de ce que l'Afrique compte comme décideurs politiques en éducation. Vingt-quatre ministres africains en charge d'Éducation, vingt-huit délégations nationales et de nombreux invités de marques, dont Leurs Excellences M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Monsieur le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement, Dr Akinwuni Adesina, s'y sont retrouvés pour réfléchir, ensemble, sur les voies et moyens à envisager afin de réaliser le Programme universel 2030 et l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Votre revue vous rend compte des résultats de ce dialogue politique de haut niveau.

Elle vous entretient aussi des résultats de la revue par les pairs en Angola, un pays aux potentialités immenses qui ambitionne d'utiliser l'éducation comme principal levier pour se relever de deux douloureuses guerres civiles, jigulé une crise économique majeure et envisager un avenir serein de développement économique et social.

Elle poursuit également sa réflexion sur la réalisation d'un Socle Commun de Compétences pour l'ensemble des sous systèmes éducatifs que les jeunes africains fréquentent, avec le souci particulier d'intégrer le non formel dans le processus. L'expérimentation est déjà en train d'être étudiée dans des pays pilotes tels que le Bénin, le Ghana et le Sénégal, avec pour objectif de proposer des modalités de mise en œuvre pratiques et faisables.

Par ailleurs, votre Kibaré continue à publier un ensemble de travaux sur l'éducation traditionnelle en zone nomade touareg, éducation qui plonge ses racines dans l'Afrique millénaire, bien avant la colonisation culturelle européenne. En même temps, elle vous présente les cas concrets de développement de systèmes éducatifs nationaux du genre de celui qui se met en œuvre au Burkina Faso à travers le PDSEB.

Au nom de l'équipe du GTENF et de l'ADEA, je voudrais vous en souhaiter bonne lecture et vous encourager à nous envoyer vos observations et contributions.

Lalya





1. A PROPOS DU GTENF

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ». Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF/ADEA

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

Editorial	p2
1. A propos du GTENE	p3
2. Activités du GTENE	p4
3. Nouvelles des GT/ des pays	et des
partenaires	p11
4. Publications	p19
5. Dernières nouvelles	p22

Le Groupe de Travail sur l'Éducation Non Formelle(GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique(ADEA).

Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé.

Sa vision est que « l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités soit une réalité en Afrique en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux.

Au départ le groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offerts hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes.

Progressivement ces objectifs ont été aussi élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique.

L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales :

- le développement au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel ;
- l'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel ;
- le renforcement des capacités des prestataires du non formel;
- la consolidation des partenariats entre le public et le privé ;
- le renforcement des capacités des prestataires du non formel et de la société civile en générale ;
- la contribution à la mobilisation des ressources notamment financières.



La Triennale de l'ADEA 2017 s'est tenue à Diamniadio du Sénégal

La 11^{ème} session de la Triennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) s'est tenue en Mars au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD), située à Diamniadio du Sénégal, dans la haute banlieue dakaroise.



Au compte des présences il y avait 24 ministres africains en charge de l'Éducation et 28 délégations nationales, à savoir, celles de : l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, du Burkina Faso, du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, de la Gambie, de la Guinée, du Kenya, du Libéria, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, de Mozambique, du Niger, du Rwanda, du Sénégal, du Soudan du Sud, de la Tanzanie, du Togo, de la Zambie et du Zimbabwe.

Cette grande rencontre de dialogue politique pour l'éducation en Afrique a été également marquée par la participation de nombreux invités de marques dont Leurs Excellences M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, le Président du groupe de la Banque Africaine de Développement, Dr Akinwuni Adesina, le Représentant de sa Majesté le roi du Maroc, M. Omar Azziman, du Président de la Commission de l'Union Africaine, M. Moussa Faki Mahamat, les représentants de la Banque Mondiale, M Rodgers et M Filmer, le représentant de l'UNESCO, Mr Matoko, du Président du Comité exécutif de l'ADEA, Peter Materu, du Ministre de l'Éducation et envoyé spécial du président de la République arabe d'Égypte Abdel Fattah al-Sissi, Dr Tarek Galal Shawki Ahmed, du Ministre de l'Éducation de la République d'Angola Dr Mpinda Simao, ainsi que de nombreux directeurs d'institutions financières et de représentants de l'intelligentsia international.

Pendant quatre jours, cette rencontre de haut niveau a planché sur le thème : « Revitaliser l'Éducation dans la Perspective du Programme universel 2030 et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique : Le Défi du Comment ».



Sources: fr.allafrica.com/stories/201705090628.html?lb=9a162271ad...du 8 mai 2017 (Crédit photo: I. B-L)

Les réflexions ont porté principalement sur les n'arrive pas à exécuter ce qu'elle a planifié. Les

raisons qui expliquent que l'éducation africaine travaux se sont focalisés sur trois questions :



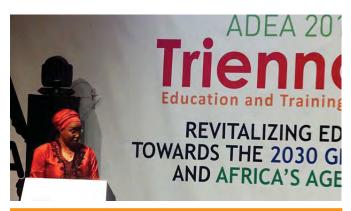


- (1) Comment réaliser ce qui a été envisagé?
- (2) Quels sont les goulots d'étranglement et (3) Comment apprendre autant des réussites que des échecs.

A l'issue des débats il est clairement apparu : (1) qu'il existe un fossé considérable entre les décisions de politiques éducatives et leurs traductions en actes concrets au niveau de la classe car les enseignants craie en main sont insuffisamment impliqués dans le processus de décision; (2) que les innovations doivent aller au-delà de la théorie pour explorer la faisabilité dans les contextes particuliers des lieux d'apprentissage; (3) qu'il faut développer des plateformes de partage de connaissances fonctionnelles afin que ce qui est conceptualisé se confronte aux réalités de terrain et qu'en retour, les leçons qu'on en tire soient partagées sur l'ensemble du continent; (4) qu'il faut cesser de compter sur les ressources externes et se reposer sur les capacités endogènes; (5) que les langues africaines doivent reprendre la place qui leur est dû comme et outil de travail à l'école, outil de communication, mécanisme de développement culturel, et instrument d'échanges entre groupements humains (familles, ethnies, nations, etc.); (6) qu'il est essentiel de se focaliser sur l'enseignant et (7) que nous devons apprendre autant de nos réussites que de nos échecs.

Ces leçons ont permis de formuler plusieurs recommandations allant dans le sens d'un profond changement de paradigme au niveau de l'école. Il faut, en particulier, engager une réflexion profonde pour « déconstruire » l'école actuelle et lui substituer une « Nouvelle École Africaine » débarrassée de la forme scolaire. La nouvelle école doit adopter une approche résolument holistique, être plus proche du quotidien des apprenants, se fonder sur les valeurs de multiculturalisme, de multilinguisme et d'humanisme propres à l'Afrique. Il faudra intégrer effectivement aussi bien le passé africain dont les savoirs et savoirfaire endogènes et, en même temps, contribuer à construire la paix au sein des communautés,

et développer dans les têtes des apprenants le genre de connaissances et d'aptitudes indispensables au développement humain, social et économique propre au XXIème siècle.



Allocution de la Secrétaire Exécutive, Mme Oley Dibba-Wadda, lors de la Plénière de la Triennale de l'ADEA (Crédit photo: I. B-L)

L'ADEA devra, en collaboration avec ses partenaires, continuer à approfondir la réflexion sur la forme et le contenu qui doivent caractériser cette nouvelle école et sur l'opérationnalisation d'une telle proposition. En parallèle aux travaux de la Triennale, une Journée Afrique-Corée du Sud a été organisée dans le Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD).

Pour rappel, la Triennale de 2017 était coorganisée par l'ADEA et le Gouvernement de la République du Sénégal. Y ont contribués: Afrique 2.0, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), l'Union africaine (UA), Aide et Action, la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones (CONFEJES), la Conférence des ministres de l'Éducation des francophones (CONFEMEN), la Fondation Didier Drogba, le Partenariat mondial pour (GPE), Intel, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), la Fondation MasterCard, Microsoft, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), QELASY, l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et l'UNICEF en étaient les principaux sponsors partenaires de cet événement phare.





Leurs Excellences M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Monsieur le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement, Dr Akinwuni Adesina, lors de la plénière de la Triennale 2017de l'ADEA (*Crédit photo: I. B-L*)

Les sessions parallèles de la Triennale 2017

Des sessions parallèles ont été organisées en marge des travaux de la Triennale 2017 de l'ADEA tenue au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio du Sénégal. Celles-ci offraient aux personnes et aux organisations des occasions de contribuer aux débats. Par ce moyen, elles leur permettaient de se prononcer sur les meilleures pratiques, les résultats de recherche, les approches innovantes en matière d'éducation et autres. Ainsi, chaque délégué avait là une opportunité d'exposer son point de vue, d'exprimer ses idées et de proposer des perspectives différentes de celles tenues en plénière.

Pour Triennale 2017, quatre (4) sous thèmes avaient été retenus:

- ✓ la mise en œuvre de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie pour le développement durable (ST1) ;
- ✓ la promotion de la science, des mathématiques et des TIC (ST2);
- ✓ la mise en œuvre de l'éducation pour la renaissance culturelle africaine et les idéaux panafricains (ST3) et
- ✓ lapromotion de la paix et de la citoyenneté mondiale à travers l'éducation (ST4).

Le GTENF, à travers son coordonnateur Pr Ibrahima Bah-Lalya et ses chargés de programme Mme Eléonore Ouedraogo, Mme Nacoulma Aminata et Mr Maiga Youssouf ont pris une part active dans le déroulement des travaux du sous thème 3 dont ils étaient coordinateur et rapporteurs.

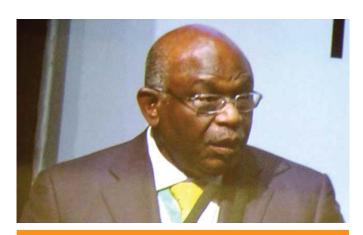






Le Coordonnateur Général de la Triennale de l'ADEA, Mamadou N'Doye, présente la synthèse des études lors de la Triennale 2017 de l'ADEA (*Crédit photo: I. B-L*)

Ce sous thème qui étaient présidé par Son Excellence le Ministre de l'Éducation Nationale de l'Angola, Dr Pinda Simao, avait pour axe de réflexion : Comment réinventer une nouvelle école africaine à travers la mise en œuvre d'une éducation à la renaissance culturelle africaine et aux idéaux du panafricanisme afin de promouvoir l'intégration continentale et la naissance des États-Unis d'Afrique.



Son Excellence le Ministre de l'Éducation Nationale de l'Angola, Dr Pinda Simao, a présidé les travaux du Sous-thème 3 sur l'intégration de la culture et du panafricanisme dans le curriculum des écoles et centres d'apprentissage africains (Crédit photo: I. B-L)

Cinq panélistes, à savoir le professeur Baba Professeur Abdourahmane le Mohamed El Moctar, Dr Rikke Vihom, Dr Ida Jallow et Mr Alain Richard Héma ont été choisis pour approfondir la réflexion autour de cette thématique. Tour à tour, ils ont fait des présentations sur : (i) la revue des modèles et de formations issus de la période coloniale et fondements d'une nouvelle école reflétant des savoirs endogènes, des savoirs pratiques et des savoirs innovants dans le curriculum ; (ii) : l'intégration des savoirs endogènes, des savoirs pratiques et des savoirs innovants dans le curriculum ; (iii) la formation des enseignants selon une perspective panafricaniste et la promotion de l'intégration par l'école et la communauté ; (iv) la prise en compte des langues africaines en enseignement et apprentissages dans une perspective d'intégration continentale ; et (v) quelques bonnes pratiques d'intégration d'activité culturelles dans le curriculum : cas du Burkina Faso.



Les panélistes Pr El Moctar de la Mauritanie, Mr Héma du Burkina et Pr Baba Moussa du Bénin en pose-entretien avec le coordonnateur du Sous thème 3, Pr Bah-Lalya (Crédit photo: I. B-L)

Les questions suivantes étaient au menu des discussions qui ont eu lieu lors de cette session parallèle ; Comment :

- ✓ valoriser le passé de l'Afrique dans le curriculum et renforcer l'enseignement de l'histoire dans une perspective africaine ?
- ✓ rompre avec l'éducation prisonnière de la forme scolaire en ouvrant l'école



- à la vie des communautés, des savoirs endogènes, de l'histoire africaine, et de la culture ?
- ✓ décoloniser l'école africaine ?
- ✓ rendre l'école dynamique pour toucher les sensibilités, les pratiques hors classe.
- ✓ intégrer les savoirs et savoir -faire endogène dans le curriculum dans un contexte multilingue et multiculturel ?
- ✓ utiliser les langues nationales comme medium d'enseignement et disciplines ?
- ✓ prendre en compte l'art, les valeurs de citoyennetés, de panafricanisme et d'intégration continentale dans la formation des enseignants ?

À l'issue des présentations et discussions, un consensus général s'est dégagé sur la nécessité de réinventer l'école africaine pour l'adapter aux réalités socioéconomiques et culturelles du continent et la sortir des quatre murs de la classe. Il a été aussi généralement admis que les langues nationales doivent être effectivement prises en compte dans les programmes éducatifs. Il a été aussi fortement conseillé de se focaliser sur la formation des enseignants aux valeurs à la citoyenneté, de l'intégration continentale et du panafricanisme.



Les participants lors de la plénière de l'ADEA 2017 (Crédit photo: I. B-L)

L'ensemble des discussions et débats a permis de dégager huit (8) recommandations dont deux (2) en guise de suivi de la triennale à savoir : (i) :

mettre en place d'un dispositif de haut niveau pour examiner la pertinence et la faisabilité des recommandations formulées ; (ii) : élaborer et mettre en œuvre une feuille de route pour l'implémentation des recommandations retenues.

L'ADEA s'engage à appuyer l'Angola dans son effort dans la promotion de ses médiathèques

L'Angola a sollicité l'appui de l'ADEA pour l'évaluation de son système éducatif à travers une revue par les pairs qui permet d'avoir un regard croisé d'experts nationaux et internationaux sur les performances du système éducatif du pays. Cette revue avait pour mandat de procéder à un examen approfondi des réalisations et des défis rencontrés dans six domaines: (1) la qualité de l'éducation, (2) la formation des enseignants, (3) la formation des inspecteurs, (4) l'éducation non formelle, (5) le matériel didactique et (6) l'enseignement technique.



La Directrice de la **Médiatec** présentant une tablette spécialement destinée à l'apprentissage des tout petits (Crédit photo: I. B-L)

Parmi ceux-ci, il est apparu urgent d'approfondir l'analyse sur les « Mediatec » compte tenu du rôle stratégique qu'elles pourraient jouer dans le cadre du processus de réforme.

Dans ce cadre, une mission d'experts de l'ADEA s'est rendue en Angola où elle a visité 14 municipalités réparties dans 5 provinces. À la fin de la mission, une séance de débriefing a été organisée avec Son Excellence Dr Pinda Simao, Ministre de l'Éducation nationale de l'Angola,



Kibare 11

2. ACTIVITES DU GTENF

assisté de ses deux Secrétaires d'État concernés par l'Éducation et de l'ensemble des hauts cadres du département. Cette séance a permis de rendre compte aux autorités angolaises de la bonne qualité du système éducatif du pays.



Une bibliothèque typique d'une salle des professeurs dans un établissement scolaire de province, en Angola (Crédit photo: I. B-L)

En effet, le système éducatif angolais fonctionne sur la base d'une décentralisation qui applique une gouvernance de proximité, avec un personnel très bien équipé et compétent. Une politique nationale de gratuité de l'enseignement est instaurée, ce qui représente un investissement important et stratégique dans l'agenda de promotion de la jeunesse et du renforcement des capacités. Un système de flux assez sophistiqué permet d'optimiser l'utilisation des infrastructures existantes. Les médiathèques visitées sont bien équipées et les écoles ont, chacune, un centre de documentation fonctionnel.

Cependant, malgré les réalisations incontestables, la mission a relevé la nécessité de renforcer la fourniture et l'équipement des laboratoires et des bibliothèques. Elle a aussi noté la nécessité d'assurer la production de certains de ces matériels didactiques en Angola. Par ailleurs, elle a constaté l'urgence de mettre en place des médiathèques sur l'ensemble du territoire dans le cadre d'une approche décentralisée. En effet, le développement des

médiathèques dans ce pays qui a subi deux pénibles guerres civiles viendra en appui à une politique nationale d'un meilleur accès à l'éducation par les groupes défavorisés et les jeunes qui ont été marquées par ces conflits internes.

C'est pour ces raisons que l'ADEA s'est engagée à accompagner le pays pour le développement et la promotion des médiathèques angolaises dans un esprit de décentralisation. Le Comité directeur de l'Association a instruit le Groupe de Travail de l'Éducation Non Formelle à entrer en contact avec l'Angola pour approfondir le sujet et engager des actions adéquates pour le réaliser. Cette activité sera menée conjointement avec le Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel didactique dans une dynamique de mutualisation des ressources.

Poursuite de la réflexion sur la réalisation d'un Socle Commun de Compétences intégrant le non formel

Le GTENF avait conduit une étude sur la réalisation d'un Socle Commun de Compétences (SCC) qui intègre le non formel. Cette étude avait fait des recommandations et élaboré une feuille de route en cinq étapes pour rendre effectif ce SCC au niveau des pays. Trois d'entre eux avaient été choisis pour le pilotage : le Bénin, le Ghana et le Sénégal. Ceux-ci sont actuellement à des niveaux variés de réalisation de ce projet.



Les Femmes et hommes de culture du Burkina ont contribué, de manière substantive, aux préparatifs du sous-thème 3 de la Triennale 2017 de l'ADEA. Ici, une photo de famille après l'atelier organisé par la DDC pour faciliter le processus (*Crédit photo: I. B-L*)



C'est ainsi que le Bénin se prépare pour une relecture des principaux documents de politiques éducatives, tandis qu'au niveau du Ghana, le travail s'est focalisé sur l'identification des programmes liés diagnostic du SCC existant. Au Sénégal, le travail est assez avancé car il est déjà à la phase 4 du processus qui est celle du diagnostic des documents de politiques éducatives nationales, en particulier celui du Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET). Ce sont ces documents qui organisent et structurent les actions du ministère de tutelle pour la réalisation de leur SCC.

Les SCC qui intègrent le non formel constituent une part essentielle du changement de paradigme recommandé par la Triennale de Ouagadougou et réaffirmé par celle de Diamnadio du Sénégal. Il y a bon espoir que ce processus s'achève en 2018 conformément à la feuille de route et que les pays disposent d'un outil performant pour engager des réformes éducatives allant dans le sens de la création de troncs communs de savoir, de savoir-faire et de savoir-être qui intègrent effectivement les laissés pour compte de l'éducation en Afrique.

Le GTENF de l'ADEA évalue le programme de Revitalisation de l'Alphabétisation des Jeunes et des Adultes au Nigeria, RAYL

Dans le but de vaincre l'analphabétisme, qui frappe plus de soixante millions de ses citoyens, dont plus de vingt millions rien que parmi les jeunes et les adultes, le Nigeria a lancé, en 2011, un ambitieux projet de revitalisation de l'alphabétisation, le RAYL –Revitalizing Adult and Youth Literacy-. Avec un investissement supérieur à 6 millions de dollars, ce projet a ciblé cinq millions de jeunes et d'adultes non-scolarisés et déscolarisés.

RAYL s'est déroulé jusqu'à son terme en 2016, malgré la situation d'insécurité qui a récemment affecté le Nigeria. Une fois ce projet arrivé à son terme, il fallait l'évaluer. Un appel d'offre est donc lancé. Le GTENF se porte candidat et obtient le marché. Une évaluation externe et en profondeur est conduite à la suite de ce processus. Il aboutit à la conclusion que RAYL a accompli des réalisations extraordinaires dans des conditions particulièrement difficiles.



Deux femmes de Mina très concentrées lors d'un cours d'alphabétisation dans un centre Alpha appuyé par RAYL à Mina (Crédit photo: I. B-L)

En effet, malgré le bombardement des locaux de l'UNESCO en 2012 par *Boko Haram*, et de sérieux incidents qui ont marqué l'histoire récente d'États tels que le Bornou et l'Adamaoua, le projet a pu toucher effectivement plus de 4.589.637 apprenants parmi lesquels 1.576.700 ont pu boucler leurs études et obtenir leurs certifications.

Par ailleurs, des activités bien ciblées de sensibilisation ont pu être menées tant au niveau des populations que des décideurs politiques de la Fédération, des États et des gouvernements locaux. Comme le constate une bénéficiaire, « RAYL a pu réellement ouvrir les yeux et les oreilles des décideurs politiques » du Nigéria.

Le renforcement des capacités des formateurs a été une autre remarquable réalisation du programme. De milliers de facilitateurs et de formateurs de formateurs ont été familiarisés avec les dernières techniques d'andragogie et d'alphabétisation des jeunes. De même, le programme a contribué à la rédaction et à l'amélioration de plusieurs matériels didactiques dont les manuels.



Kibare 11

2. ACTIVITES DU GTENF



La pratique est l'une des parties fondamentales du curriculum dans les centres d'alphabétisation soutenus par RAYL (Crédit photo: I. B-L)

À cause de toutes ces réalisations, les évaluateurs du GTENF ont félicité le projet et soutenu qu'il soit prolongé pour une seconde phase. C'est dans ce souci qu'ils ont formulé des recommandations à l'adresse du gouvernement fédéral, de l'UNESCO, des Gouvernements des États et des Gouvernements locaux.

Le GTENF considère cette évaluation comme un exercice « du donner et du recevoir » car l'expérience Nigériane est un exemple qu'il peut faire connaitre, comme un exemple de bonne pratique, au niveau de l'ensemble du réseau de l'éducation non formelle et des autres parties prenantes. C'est pourquoi il a fortement recommandé à l'UNESCO d'examiner favorablement les conditions de duplication de RAYL dans les autres pays africains à fort taux d'analphabétisme.



Avec RAYL, l'alphabétisation est couplée de l'apprentissage aux métiers. (Crédit photo: I. B-L)

3. NOUVELLES DES GT/PAYS ET DES PARTENAIRES

L'Association pour la Promotion des Ressources Educatives Libres Africaines (APRELIA) propose une lecture des enseignements de la Triennale 2017

L'Association pour la Promotion des Ressources éducatives libres africaines (APRELIA) est un réseau comprenant plusieurs associations dont l'ADEA qui a pour principal objectif de faciliter les échanges sur l'éducation en Afrique et de proposer des soutiens au développement de Ressources éducatives dites « Libres ». En tant que partenaire de notre association, elle a fait une lecture très appréciée des principales leçons à tirer de la Triennale de l'ADEA. Elle a constaté ce qui suit :

Au terme de l'édition 2017 de la Triennale de l'ADEA, qui a remporté un très grand succès

et a porté sur le thème principal ci-après : « Revitaliser l'éducation dans la perspective du Programme universel 2030 et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique », les gouvernements africains :

- ont réaffirmé leur attachement à la revitalisation et à la transformation des systèmes éducatifs sur le continent;
- se sont engagés à promouvoir et à mettre en œuvre des interventions et des pratiques politiques appropriées et cohérentes, afin de doter les jeunes africains des connaissances et compétences nécessaires pour relever les défis du XXIe siècle, facilitant ainsi leur intégration dans le monde du travail et de l'entreprenariat tout en les préparant faire devenir de véritables citoyens non



seulement de l'Afrique, mais aussi du monde. Ainsi, la création d'emplois décents pour préserver la cohésion sociale et éliminer la radicalisation pourra contribuer à garantir la réalisation de nos visions nationales, régionales et continentales;

Comme le constate si bien Mamadou N'Doye, Coordonnateur Général de la Triennale de l'ADEA, « il est nécessaire de rendre effectif le droit à l'éducation pour tous qui doit se baser sur une nouvelle culture qui prend en compte aussi bien



l'égalité des chances que la revalorisation de la culture pédagogique, car l'échec ne doit plus être perçu comme une chose normale».

Source: azactu.net

- se sont engagés à donner la priorité à l'apprentissage préscolaire de qualité, en particulier pour les enfants en situation de risque et les communautés enregistrant des résultats sous-optimaux, et en favorisant l'augmentation des investissements financiers dans des programmes d'apprentissage préscolaire et de nutrition de qualité;
- convenu de soutenir et de ont avec les communautés socioéconomiques, les partenaires de la coopération au développement, la diaspora africaine et d'autres parties prenantes de l'éducation pour mettre en œuvre les recommandations adoptées lors de la Triennale avec un accent particulier sur le partager les meilleures pratiques et les programmes réussis dans les pays africains en vue de la transformation et du développement de l'éducation;
- se sont engagés à consulter leurs pays respectifs au sujet de l'initiative de mise en place d'un Fonds africain pour l'éducation (FAE) qui constituera un mécanisme de financement continental et durable ayant pour vocation de fournir une base solide d'apport de

ressources financières en vue de soutenir la mise en œuvre de programmes et projets d'éducation globaux, inclusifs, équitables et de qualité qui vont de pair avec l'Agenda 2063 pour l'Afrique et la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25); un mécanisme de financement répondant aux divers besoins et priorités de l'Afrique en matière d'éducation, financé par les gouvernements africains, les partenaires et les parties prenantes de l'éducation, et géré par une organisation panafricaine.

Pour de plus amples informations voir : <u>www.</u> <u>aprelia.org/index.php/fr/evenements-publications</u> <u>du 30 mai 2017</u>

L'ADEA participe au dialogue sur l'avenir du travail initié par l'OIT

Une délégation de l'ADEA conduite par le Chargé de Programme, Mr Youssouf Ario Maiga, a assisté à un colloque international organisé par le Bureau International du Travail, sur le thème « Comment mieux préparer le travail que nous voulons ».

Cette rencontre fait suite à la mobilisation mondiale initiée en 2013 par cette structure de l'ONU, qui voulait tirer la sonnette d'alarme après avoir reconnu la profondeur des changements actuels qui ont lieu dans le monde du travail. Il était en effet devenu urgent de réfléchir sur la place de l'Homme dans ce nouvel environnement professionnel profondément perturbé par les évolutions démographiques, les changements climatiques, les innovations de technologie de l'information et de la Communication, les frontières mouvantes de la pauvreté et de la prospérité, les crises économiques et les nouveaux visages de la production et de l'emploi.

Ce colloque avait pour objectif d'engager un dialogue mondial sur l'avenir afin d'anticiper les profonds changements qui vont déterminer le futur du travail.





Le colloque, qui a réuni plus de 700 personnes, était structuré autour de quatre thématiques : « Travail et Société ; Emplois décents pour tous ; Organisation du travail et Production et ; Gouvernance du travail ». Une séance spéciale a été consacrée aux jeunes et à leurs points de vue sur l'avenir du travail.



A travers le colloque de Genève, le BIT propose de réfléchir davantage sur les compétences clés à acquérir par les enfants et les jeunes pour le travail du futur (Crédit photo: I. B-L)

Après des échanges nourris, le colloque a formulé plusieurs recommandations parmi lesquelles : un meilleur dialogue social entre gouvernants et partenaires sociaux, une meilleure sécurité du travail, une protection sociale, une démocratisation du discours de l'avenir du travail à travers le monde ; un élargissement du concept du travail pour intégrer les emplois non rémunérés et nonsalariés; la vulgarisation de l'informatique dans les programmes d'éducation et le renforcement de l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie à tous les niveaux et l'innovation pour se préparer au travail du futur.

L'ADEA pourrait, dans le cadre de ces recommandations, (1) faire un plaidoyer de haut niveau avec ses États membres, les RECs et l'UA afin de mieux préparer les jeunes pour le futur, (2) proposer ses services au BIT pour réfléchir davantage sur les compétences clés à acquérir pour le travail du futur en Afrique, (3) demander à ses groupes de travail, ses pôles de qualité et autres entités de proposer des activités pour son programme 2018 allant dans

le sens des recommandations formulées par ce colloque et, (4) partager ses productions sur l'emploi et la formation aux hauts dirigeants du BIT.

Elaboration du réferentiel sur les bonnes pratiques en alphabétisationformation au pofit des jeunes vulnérables en Afrique

Dans le cadre de la mise en oeuvre de ses activités, le réseau Zankey Faba a élaboré un référentiel qui documente et partage les meilleures pratiques initiées en faveur des jeunes vulnérables en Afrique. Ce référentiel a pour but de mettre en valeur et disséminer les bonnes pratiques issues des projets et programmes consacrés aux jeunes vulnérables en Afrique. Il sélectionne et présente une vingtaines d'initiatives porteuses sur plus de 400 recensées à travers l'Afrique. Le document vise à faciliter l'apprentissage et l'acquisition des compétences en alphabétisation fonctionnelle. Au fil de la recherche le document a été élargi de manière à rendre finalement compte de projets et actions mis en œuvre par des associations ou organismes de développement en vue de favoriser l'intégration de l'alphabétisation aux compétences de vie courante et à la formation professionnelle. Cette réorientation est due au fait que ces projets, pris individuellement, sont généralement bâtis autour d'une bonne pratique. Trois domaines sont identifiés : les connaissances instrumentales de base (lire, écrire, compter en particulier), les compétences de vie (hygiène, qualité de vie, etc.) et les compétences préprofessionnelles.

Ce référentiel est très attendu au niveau des membres du réseau car il va servir d'orientation pour se retrouver dans le dédale d'initiatives sur l'éducation et la formation en Afrique. Il sera particulièrement utile pour guider les chercheurs dans les trois domaines clefs que sont l'alphabétisation fonctionnelle, le développement des compétences de vie et la formation dans préprofessionnelle. Pour plus d'information visiter le site du GTENF.



La Banque africaine de développement nomme Mme Oley Dibba-Wadda au poste de Directrice du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences

Le réseau de l'éducation non formelle de l'ADEA ainsi que la coordination du Groupe s'associent à l'ADEA pour féliciter Mme Oley Lucretia Clara Dibba-Wadda pour sa nomination à la Banque africaine de Développement au poste de Directrice du Capital humain, de la Jeunesse et du Développement des compétences. Cette promotion est une preuve de la confiance que la BAD accorde à l'Association pour le Développement de l'éducation en Afrique-ADEA.



Mme Oley Dibba-Wadda lors de sa présentation à la Triennale de l'ADEA (*Crédit photo: I. B-L*)

La Banque marque, en particulier toute l'estime et l'appréciation de la Banque pour le travail accompli par Mme Oley, au poste de Secrétaire Exécutive de l'ADEA. Comme le constate le Président Akinwumi Adesina : « Oley est une leader très respectée dans le domaine de l'éducation

et son leadership a été source de motivation dans la mobilisation des décideurs africains en faveur de la concentration des efforts sur le capital humain et l'épanouissement de la jeunesse sur le continent. Sa vaste expérience, sa passion et son engagement pour l'éducation des filles et le développement des compétences des jeunes contribueront à faire avancer l'action de la Banque qui met l'accent sur la formation de la main-d'œuvre africaine de demain et la création d'emplois pour les jeunes ».



Source : (*Crédit photo: I. B-L*)

Le développement d'un capital humain compétent et informé, notamment en ce qui concerne la promotion des jeunes et des femmes, est la voie de l'avenir pour nos institutions d'éducation et de formation en Afrique. Le GTENF est convaincu que Mme Oley à toute l'expérience requise pour faire un travail remarquable et produire un impact significatif à ce poste pour l'ensemble des jeunes africains, notamment ceux issus des groupes défavorisés. Déjà lors de sa nomination au poste de Secrétaire Exécutive, le GTENF avait noté, dans son journal Kibaré, tout le potentiel dont Mme Oley disposait pour des fonctions de haute responsabilité.

Un bilan jugé satisfaisant à l'assemblée générale de l'APENF

La cinquième Assemblée générale (AG) de l'Association pour la promotion de l'éducation non formelle (APENF) s'est déroulée du 22 au 23 juin 2017 au centre Cardinal Paul Zoungrana à Ouagadougou, Burkina Faso. Cette rencontre s'inscrit dans la tenue régulière des AG de





l'Association conformément à ses statuts et règlement intérieur. L'objectif de cette rencontre était de présenter le rapport moral 2014 – 2016 et le rapport financier 1^{er} janvier 2015 - 31 décembre 2016 qui a été audité et certifié par un cabinet d'expertise comptable mandaté par la Coopération Suisse. A noter que les comptes de l'année 2016 et du 1^{er} semestre de 2017 seront audités au cours du deuxième semestre 2017.



Une vue de la salle du congrès de l'APENF (Crédit photo: I. B-L)

Cette rencontre a connu la participation du Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), des agents des services centraux et déconcentrés du MENA, des membres des 13 coordinations de l'APENF, des partenaires techniques et financiers, des membres de l'APENF et des sympathisants.



Le nouveau Président du conseil d'Administration de l'APENF (PCA), Dr PODA Noel au micro, avec, à ses côtés, l'ancien PCA, Mr Anatole NIAMÉOGO et la Conseillère Technique du MENA, Mme Catherine KABORE (Crédit photo: I. B-L)

Lors de cette conférence, il a été procédé au renouvellement du bureau et à la mise en place d'un nouveau Conseil d'administration. Par ailleurs, il a été demandé aux structures décentralisées de se mettre à jour de leur cotisation. Le programme d'action, le « TI -MANEGDO II », a été présenté, discuté et approuvé. Le nouveau programme repose sur les grands enjeux du secteur de l'éducation au plan national à savoir la vision holistique professionnelle, l'éducation/formation l'accent sur la formation des jeunes dans les programmes d'éducation, l'amélioration de l'efficacité externe et interne de l'éducation, la prise en compte des différentes zones d'intervention (milieu rural et milieu urbain). L'assemblée a été l'occasion de constater que l'APENF a obtenu des acquis remarquables lors de l'année écoulée. Elle a, en particulier, accompagné, de manière significative, les activités des Coordinations Régionales ; le suivi des centres à formules alternatives a été effectif et les documents ont été produits; collaboration entre les Coordinations Régionales et les services déconcentrés de l'État s'est améliorée.

L' UIL et ses partenaires organisent à ouagadougou un Atelier technique sur les référentiels de compétences (RAMAA II)

Le deuxième atelier technique sur les référentiels de compétences (RAMAA II) a ouvert ses travaux dans la matinée du 28 mars 2017 dans la salle de conférence de l'hôtel Laïco de Ouaga 2000, au Burkina Faso. Cette rencontre fait suite à celle organisée en octobre 2016 en Côte d'Ivoire.

Les objectifs de la rencontre de Ouagadougou étaient de (i) : capitaliser le référentiel de compétence développé dans la première phase de la RAMAA II ; (ii) : présenter les bonnes pratiques en lien avec le référentiel de compétences élaborées dans le cadre de grandes enquêtes internationales telles que PIACC, IVQ et PALAAM ; (iii) : analyser les



compétences communes et spécificités, les typologies et niveaux de maîtrise qui seront retenus de manière consensuelle par les pays de la RAMAA II.



Le Présidium lors de l'atelier 2017 de la RAMAA qui s'est tenue à Laico, Burkina Faso (Crédit photo: I. B-L)

L'ouverture des travaux a été présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) du Burkina Faso, Mr Diabouga Yombo Paul, qui avait à ses côtés, le Directeur Général des Etudes Statistiques et Sectorielles (DGESS) du MENA, Mr Sawadogo François, de la représentante de l'UIL, Mme Madina Bolly et du Coordonnateur du Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) de l'ADEA Mr Ibrahima Bah-Lalya. Y ont également pris part aux travaux des représentants d'institutions telles l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), de la Banque Islamique de développement (BID), de la Coopération Suisse, des coordonnateurs et experts de la RAMAA venus de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Maroc, du Bénin, du Tchad, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, du Togo, du Niger, du Mali et du Burkina Faso.

Les travaux se sont déroulés en trois jours selon les phases suivantes : les plénières à travers des présentations sur l'exposé introductif ainsi que les grandes lignes de la RAMAA II, des communications sur le partage de PIAAC, de l'IVQ, de PALAM qui sont des programmes en lien avec le référentiel de compétences de

la RAMAA II et enfin des travaux de groupe suivis de restitutions et d'échanges. L'ensemble des travaux était présidé par un modérateur et des rapporteurs journaliers.

À l'issue de ces diverses prestations il faut retenir la nécessité d'homogénéiser les terminologies entre les pays et l'UNESCO. Lors des prochaines étapes, il s'agira de faire les liens entre les compétences à évaluer et la façon dont les évaluations ont été menées dans la RAMAA 1 d'une part, et d'autre part, mettre en lien la conceptualisation et les outils d'évaluation (à l'aide d'exemples concrets).

S'agissant du contenu des programmes d'alphabétisation, 4 aspects ont été identifiés sur la base des directives de l'UNESCO à savoir : (i) les bénéficiaires, (ii) la conceptualisation des compétences et autres termes, (iii) le contenu des programmes, (iv) la logistique mise en place dans chaque pays.

A la question de l'homogénéisation, la plupart des pays distinguent les compétences de base versus les compétences d'usage/fonctionnelles.



Séance de travail lors de l'atelier 2017 de la RAMAA qui s'est tenue à Laico, Burkina Faso (Crédit photo: I. B-L)

Les discussions ont permis d'arriver à la conclusion qu'il s'agit de trouver une typologie qui permette de s'entendre sur l'essentiel pour que chaque pays puisse se retrouver avec ses spécificités contextuelles. Toutefois, une préoccupation demeure à savoir comment





trouver les moyens pour homogénéiser la compétence. La question de la prise en compte des langues nationales dans le programme RAMAA II a fait l'objet de grandes discussions. Il a été proposé que cette question, ainsi que celles relatives à l'évaluation à l'entrée (post), la certification, les outils, les savoirs traditionnels et culturels soient intégrés dans la réflexion.

Il a été retenu que l'ensemble des productions des Cellules nationales sera transmis à la coordination du programme RAMAA II.

La rencontre de Ouagadougou a permis à l'ensemble des acteurs concernés par le programme d'avoir une vision consensuelle sur la suite des travaux. C'était aussi l'occasion pour le GTENF de découvrir les bonnes pratiques sur les jeunes vulnérables avec l'expérience de la PALAM. Le Groupe de travail s'inscrit pour la poursuite des négociations avec ce partenaire.

Changement de Coordonnateurs aux Pôles qualité inter pays (PQIP) sur l'Éducation pour la paix, l'Enseignement et l'Apprentissage

Le mailing letter de l'ADEA informe :

Les pôles de qualité inter-pays jouent un rôle de catalyseur pour la capitalisation des différentes expériences éducatives novatrices en Afrique et pour la mise en œuvre des leçons que chaque pays ou groupe de pays en tire pour le renforcement de leurs programmes. En effet, ces pôles regroupent des représentants des Ministères de l'Éducation autour d'un défi inscrit comme priorité nationale et mis en œuvre dans un programme en cours. Les pays concernés constituent un réseau d'échanges et de partage des problèmes rencontrés et des solutions expérimentées. Ils s'engagent solidairement dans une démarche de résolution de problèmes où ils sont appuyés par une ou plusieurs institutions nationales et/ou régionales spécialisées alliées à un partenaire stratégique (Groupe de Travail de l'ADEA et/ou institution internationale experte). Les pôles de qualité inter pays regroupent en 6 composantes que sont : (1) : Alphabétisation et langues nationales ; (2) : Développement de la petite enfance ; (3) : Développement des compétences techniques et professionnelles ; (4) : Éducation pour la paix ; (5) : Enseignement et apprentissage (6) : Enseignement des mathématiques et des sciences.

Les pôles de qualité inter-pays l'enseignement et apprentissage et éducation pour la paix ont connu des changements avec les nominations du Dr Michael Tusiime Rwibasira et de monsieur Charles Mwaniki aux postes de coordonnateurs desdits pôles.

Dr Michael TUSIIME est le nouveau chef du département, Examen et Accréditation, du Conseil de l'Éducation du Rwanda - et donc le nouveau Coordonnateur du PQIP-EA. Il remplace Dr Emmanuel Muvunyi qui a été nommé à un nouveau poste au sein du Ministère de l'Éducation.

Monsieur Charles Mwaniki qui était le Directeur Adjoint de l'Éducation au sein du Ministère de l'Éducation, au Kenya, occupe à présent le poste de Coordonnateur du PQIP sur l'Éducation à la paix. Cela fait suite au départ de Mme Mary Kang'ethe du Ministère pour rejoindre la Commission nationale pour l'UNESCO du Kenya. M. Mwaniki sera assisté de Mme Dora Kitala, Responsable Principale de l'Éducation au Ministère.

Voici les détails du Dr Rwibasira:

Dr. Michael TUSIIME RWIBASIRA

Chef de département, Examen et Accréditation,

Conseil d'Éducation du Rwanda

Courrier électronique: <u>mrwibasira@reb.rw;</u> <u>Krwibasira@yahoo.com</u>



<u>3. nouvelles des gt/pays et des partenaires </u>

Rapport de la 5^{ème} mission conjointe de suivi du Programme Stratégique de Développement de l'Éducation de Base (MCS/PDSEB)

Le Programme de Développement stratégique de l'Éducation de base (PDSEB), adopté en août 2012 par le Gouvernement du Burkina Faso, se fixe pour objectifs de développer l'éducation préscolaire, réaliser l'enseignement primaire universel en 2021, supprimer le goulot d'étranglement entre le primaire et le post primaire; et accélérer l'alphabétisation

Ce pays hôte a bien voulu associer le GTENF de l'ADEA au suivi de ce programme qui, chaque année se propose, à travers une mission conjointe de suivi, (i) de faire un bilan technique et financier des activités et des financements, (ii) de suivre les indicateurs du PDSEB retenus dans la matrice de mesure des résultats multi-niveaux (iii), d'apprécier l'ensemble des résultats obtenus et (iv) de formuler des orientations pour une mise en œuvre efficiente du plan d'action.

Pour l'année 2016, la mise en œuvre du Programme intervient dans un contexte socio politique et économique marqué par (i) le retour à une vie constitutionnelle normale grâce à la tenue d'élections démocratiques présidentielle et législatives; (ii) l'adoption d'un Programme national de Développement économique et social (PNDES); (iii) l'aggravation des défis liés à des taux démographiques de plus en plus élevés; (iv) une conjoncture macroéconomique et budgétaire favorable à la mobilisation de ressources publiques; (v) la préparation de la requête de financement auprès du Partenariat mondial pour l'Éducation (PME) ; (vi) la poursuite de la mise en œuvre des mesures de réformes éducatives convenues dans le cadre du PDSEB; (vii) la poursuite du transfert des ressources et des compétences de l'éducation de base aux communes ; (viii) la mise en œuvre du continuum d'éducation de base ; (ix) la

gestion du flux important d'élèves transitant du primaire au post-primaire; (x) la mise en œuvre des stratégies sous sectorielles de l'éducation de base intégrées au PDSEB et (xi) la promotion des écoles bilingues, de l'enseignement bilingue franco-arabe et de l'éducation inclusive.

Pour l'année 2017, la mission conjointe de suivi du Programme s'est tenue à Bobo Dioulasso dans la province du Houet. A l'issue des communications il est apparu que le taux global d'exécution physique du PDSEB était satisfaisant (73,7%), tout programme confondu. Il est aussi ressorti que malgré une dotation budgétaire conséquente de 447,954 milliards de FCFA au MENA, les résultats sont en deçà des prévisions. Et, dans ce scenario, l'éducation non formelle est le parent pauvre des arbitrages budgétaires au sein du Ministère.

En marge des présentations en plénières, des réflexions ont été poursuivies dans les quatre groupes thématiques que sont l'accès, la qualité, l'éducation non formelle et la gestion financière/pilotage). Le but de cet exercice était d'évaluer en détails les résultats atteints au regard des cibles visées en 2016, les défis à relever et les contraintes de mise en œuvre rencontrées.

S'agissant du groupe thématique développement de l'éducation non formelle (GTDENF) il est apparu que le Groupe a pu atteindre certains de ses objectifs. Cependant, d'autres n'ont pas pu être réalisés à cause des contraintes suivantes : baisse des financements alloués à l'ENF ; décaissements tardifs; insuffisance de personnel qualifié et de moyens pour le suivi des activités et absence d'accompagnement des sortants des structures d'ENF.

Un plaidoyer a été fait au niveau de la mission conjointe pour améliorer cette situation. En même temps des recommandations ont été formulées à l'adresse de l'ENF pour améliorer, de l'intérieur, les performances.





Le Modèle d'éducation autochtone « TOUAREG »

Une contribution du Groupe de travail sur l'Éducation Non-Formelle de la Mauritanie

(Suite et fin)

Vers 8 ans, il accompagnera de temps en temps les adolescents et les adultes pour conduire les troupeaux aux pâturages et chercher l'eau au puits. L'organisation de l'enseignement épouse le rythme des activités quotidiennes et permet à l'enfant d'occuper très tôt sa place dans la distribution du travail.

Cet apprentissage primaire correspond à une éducation de base qui va se confirmer et se consolider par une phase initiatique. La phase de l'adolescence correspond à des rites d'initiation; le jeune garçon se verra de plus en plus confier des missions délicates. Il sera jugé en fonction de la manière dont il aura conduit ces missions, de son comportement et surtout ses prédispositions à la bravoure. Il apprendra également le maniement des armes.

Le rite d'initiation, le plus courant, à l'époque était le voyage dans une caravane. Chez les Touaregs, deux fois par an et généralement en fin d'automne et au début du printemps, des caravanes, souvent plusieurs milliers de chameaux étaient levés pour chercher du sel vers le nord ou les céréales et les autres produits utilitaires vers le sud. L'intégration des adolescents dans ces caravanes est avant à but formatif. Le jeune caravanier doit apprendre à maîtriser non seulement les gestes indispensables pour conduire à bien les hommes et les bêtes, négocier et ramener à bon port la caravane. La stabilité ou la vie du campement entier dépend de la réussite de la caravane. L'adolescent apprendra à supporter les manques (eau, nourriture, froid, chaleur, silence...).



Figure 2Deux enfants suivent du regard l'envol d'un rapace qui vient de leur prendre un poussin (Crédit photo: I. B-L)

Il ne doit à aucun moment et sous aucun prétexte demander ni à boire, ni à manger encore moins d'interrompre le rythme de la marche de la caravane sous prétexte d'aucun besoin même naturel.

Il devra attendre les moments des haltes et ne montrer aucun signe de fatigue, de soif ou de besoin particulier. S'il le fait, cela se saura à au retour de la caravane dans le campement et ces faiblesses seront sues de tous. Personne ne lui en dira rien, mais il se sait désormais condamner.

Il choisira entre demeurer dans le campement tout en étant la risée de tous ou de s'exiler. Un tel homme, les sociétés sahariennes, confrontées à la rigueur d'un environnement hostiles, savent qu'elles ne peuvent pas compter sur lui.

En revanche, le jeune homme ayant passé avec succès l'initiation, obtenait une reconnaissance qui se traduit par des égards et des poèmes gratifiants généralement déclinés par les plus belles filles du campement. Les adultes et les anciens lui accordent plus de considération. Les anciens en particulier prennent la relève de sa formation. Il entamera des véritables cours d'histoire philosophique, politique et culturelle de la tribu et du monde environnant. Il recevra enseignement également un économique axé essentiellement sur la gestion pastorale (animaux et pâturages, les voyages et les négociations commerciales).



Le jeune devenu adulte saura comment réguler les naissances au sein du troupeau en fonction des saisons les plus avantageuses. Il affinera même ses techniques dans le contrôle de la fécondation des brebis par exemple. Ainsi, s'il veut connaître, combien de brebis par nuit le bélier peut saillir, il lui suffira avant de se coucher le soir, de faire une scarification sur la poitrine du bélier gesteur de manière à ce que chaque fois que celui-ci féconde une brebis celle-ci en portera une trace de sang sur la queue visible au petit matin. Contrairement à ce que les forestiers modernes disent, les nomades ne coupent pas n'importe comment les arbustes. Les branches des arbres ne sont coupées que pour faire des enclos pour les animaux ou pour les piquets des tentes. La coupe a des règles. Ainsi, la hache qui sert à couper ne doit sous aucun prétexte être de mauvaise qualité. Elle est préalablement aiguisée et bien nettoyée pour éviter de transmettre à l'arbre une maladie ou le blesser mortellement. Les jeunes branches et celles centrales ne sont jamais coupées. Les espèces qui produisent des fruits à la consommation humaine et animale sont épargnées chaque fois que cela est possible. Pour le bois de chauffe, les nomades ont recours d'abord à d'anciennes clôtures ou des branchages et arbres morts. Cette tradition est vivement enseignée, de même que les pratiques capables de provoquer les feux de brousse sont interdites et condamnées.

Enfin, les déplacements de campement ne répondent pas seulement au souci de s'installer sur les meilleurs pâturages mais aussi à la volonté de ne pas trop surcharger un ou des pâturages sur de longues périodes.

La diversification des troupeaux est aussi une variante des préoccupations et de l'attention particulière accordée à l'environnement par les nomades Lorsque les conditions le permettent, il est interdit de réunir sur le même pâturage plusieurs espèces animales (chameaux, vaches et petits ruminants). La densité et la manière de paître de chaque espèce ont un impact diffèrent sur le couvert herbacé. L'adolescent apprendra

tout cela et dans une ambiance non formalisée intiment liée à la vie quotidienne du foyer familial au sein du campement.

Déjà adolescent, le jeune suffisamment outillé pour être utile à lui-même et à sa communauté. Adulte, c'est la société entière qui sait qu'elle peut compter sur lui. Il sait gérer rationnellement un troupeau par la régulation des naissances, par le déstockage ou le choix des pâturages en fonction de la qualité des herbes selon les saisons. Il sait distinguer entre les plantes toxiques, vénéneuses et celles à usages médicinaux, que ce soit pour les hommes ou pour les animaux. A la chasse, il sait quel gibier, il ne doit pas abattre, comme par exemple, la femelle gestante ou le mâle dominateur du troupeau. Il a appris comment repérer l'eau de surface dans les replis des montagnes et là où ce liquide indispensable est affleuré de sol dans les gorges et les oueds. Il est préparé à la survie dans un environnement certes austère mais où la nature offre des ressources de vie.

Pour les besoins d'échanges extérieurs, il peut conduire une caravane pour chercher du sel vers le nord ou vers le sud ramener des céréales, des tissus, du sucre et du thé. Il est capable de négocier des ententes politiques avec les tribus ou avec des peuples plus lointains. Il peut anticiper certains événements et prendre les décisions utiles.

La jeune fille recevra une éducation très sévère. Cette sévérité résulte du fait que c'est elle la dépositaire de la culture et la garante de l'honneur de la communauté. On lui apprendra à prendre la parole sans en abuser mais surtout à bien réfléchir ses décisions. A 12 ans, la jeune fille fréquente « l'ahal », une sorte de cour d'amour. Ces regroupements ont avant tout l'objectif de former collectivement les jeunes filles et garçons à l'occasion de joutes oratoires, où l'on doit apprendre à parler en groupe et à affiner ses dispositions à la finesse d'esprit et d'attitudes en public. La jeune fille, seule au milieu de plus d'une dizaine d'hommes, souvent beaucoup plus âgés qu'elle, est obligée





de puiser en elle les ressources indispensables pour tenir sa « cour ».

Contrairement aux clichés servis, il ne s'agit pas de libertinage, la jeune fille connaît son prétendant et les deux amoureux se retrouvent en général discrètement en dehors des joutes oratoires. De son style et de sa tenue dépendront sa notoriété et même son avenir en tant que femme, épouse, mère et probablement ses responsabilités publiques au sein de la communauté.

La fille, contrairement aux garçons de son âge suit précocement ses « humanités » sociales, culturelles, voire politiques. Les hommes, lui servent de champ social où elle a la possibilité d'exercer les connaissances que lui ont enseigné les femmes, notamment, sa mère et ses tantes. Chaque mot, réponse et jusque le ton de la voix sont mûrement réfléchies et mesurées. L'usage de métaphores est de règle. Aux gens d'esprit, elle parlera un langage recherché, aux vassaux elle tiendra un discours populaire adapté et aux bouffons, elle usera d'un langage amical mais avec mesure et pondération.

Sa capacité d'écoute, sa patience, sa tenue de port et sa maîtrise de soi doivent être absolument irréprochables car tous les hommes de sa cour sont souvent plus attentifs à ces erreurs qu'à ses qualités et ne se priveraient pas de faire circuler dans la zone la moindre incartade.

Les signes manifestes de réussite de la jeune fille à ce rite d'initiation sont mesurables à l'accroissement du cercle de ses courtisans au sein de son campement et au nombre d'hommes venus de campements voisins voire au-delà. Mais son succès véritable à cet examen demeure incontestablement les poèmes que lui déclameront les hommes.

A partir de cet instant, la communauté sait qu'une nouvelle gardienne de la culture et de l'honneur de la communauté est venue agrandir le cercle des éducatrices de la communauté. Mais, la formation de la jeune fille n'est pas finie pour autant, les anciennes la prendront

en charge pour parachever sa formation. Celleci va porter tout comme pour le garçon sur l'histoire du peuple, sur la santé des femmes des enfants et des hommes.

Ainsi, toutes les femmes touarègues âgées de plus de 40 ans maîtrisent l'usage des plantes médicinales, peuvent réguler les naissances par des méthodes contraceptives traditionnelles et en cas d'impérieuse nécessité, savent comment interrompre une grossesse. Ce sont elles aussi qui procèdent généralement à des petites opérations chirurgicales (ablation de kystes, extractions de dents cariées, hernies...).

Adultes et initiés, les jeunes peuvent se marier; très tôt pour les filles à partir de 15 ans et pour les garçons à partir de 21/22 ans. La vie d'un couple se déroule selon une répartition des tâches que les époux ont mémorisées tout au long de leur apprentissage, de l'enfance à l'adolescence. Pendant que la femme gère tout ce qui est sous la tente et dans l'aire du campement dans lequel le couple réside, l'homme s'occupe des rudes travaux et de tout ce qui vient de l'extérieur du campement.

De toute évidence, en l'absence du mari, la femme supplée à toutes les taches que celuici effectuait. Dans tous les cas les décisions majeures doivent impérativement faire l'objet d'un consensus. Faute d'une entente, c'est généralement l'avis de la femme s'impose.

Ce modèle d'éducation, on l'aura compris, repose, en large partie, sur la femme. Pour les raisons évoquées ci-dessus mais aussi du fait que les Touaregs considèrent que la femme représente la valeur la plus sure de la perpétuation de leur espèce. Si la femme est le ventre, donc une valeur identifiable, en revanche, l'homme l'épine dorsale. Il a la place et rôle de celle-ci. Comme elle, il est anonyme et versatile.

Référence: El Moctar A. (2016). Modèle d'éducation autochtone «TOUAREG». ADEA-GTENF, Ouagadougou, Burkina Faso.



Plaidoyer pour la généralisation des savoirs locaux dans les programmes scolaires et curricula des systèmes éducatifs en Afrique:

Une contribution de Abdourahmane Ag Mohamed El Moctar GTENF –Mauritanie

L'éducation ne peut être un outil développement tant qu'elle ne prend pas en compte les savoirs et valeurs de la communauté. La problématique d'intégration et de généralisation des savoirs locaux dans les programmes scolaires intéressent la plupart des parents d'élèves et suscite depuis des décennies plusieurs interrogations sans apporter beaucoup de réponses. Cette problématique part d'un constat amer : (i) l'inadéquation entre le programme scolaire et les réalités africaines; (ii) la faible prise en compte des connaissances, valeurs et savoirs locaux pertinents des communautés padans le programme officiel; (iii) la faible échange/passerelle entre les systèmes de transmission de savoirs (savoirs locaux, enseignement traditionnel coranique et éducation formelle); et (iv) la faible implication des populations à la définition de finalités de l'éducation et à l'élaboration des contenus des programmes scolaires. Cette dimension est à prendre en compte.

En effet, les objectifs premiers de l'époque coloniale visaient un seul but : former des agents au service de la métropole. Après l'indépendance, les dirigeants africains n'ont pas pu faciliter les reformes éducatives jusqu'au bout. En conséquence, les parents se sont désintéressés de l'école qui, loin de résoudre les problèmes, les aggravaient. Aujourd'hui, les enfants sortent sans compétence de vie courante pour leur insertion socioprofessionnelle. Ceci débouche sur le chômage, les frustrations, les abandons, le banditisme et autres.

Quelles solutions envisager?

Il n'y a pas de solution idoine à ces problèmes structurels. Cependant il est possible d'identifier un certain nombre de mesures qui peuvent contribuer à les limiter. Il faut :

- ✓ Se prémunir d'une volonté politique forte ;
- ✓ Revisiter les politiques et programmes éducatifs afin d'intégrer cette dimension et de veiller à son application stricte ;
- ✓ Démontrer la nécessité de l'intégration et la généralisation des savoirs locaux dans les programmes
- ✓ Former les enseignants à la collecte des savoirslocauxetàleurintégration dans les programmes. Et enfin, faire un plaidoyer afin de conscientiser les décideurs sur cette nécessité absolue condition sine qua non de développement de l'Afrique (cas de l'Asie...).

Abdourahmane Ag Mohamed El Moctar GT – Mauritanie

5. DERNIÈRES NOUVELLES

Mise en place d'une équipe chargée d'animer le réseau Zankey Faba

Le Réseau Africain sur les Jeunes Vulnérables "Zankey Faba" renforce ses capacités avec l'arrivée d'une nouvelle équipe chargée de l'animer. Ainsi, Madame Aminata Nacoulma, linguiste, assume la fonction de Chargée de Programme, tandis que Monsieur Kisito Bado,

expert en TIC, en est le consultant principal. Monsieur Toua Ladji Traoré, stagiaire et spécialiste en communication, appuie l'équipe dans la mise en oeuvre de son volet communication.

Pour rappel, le réseau Zankey Faba est une initiative recommandée par 7 pays africains présents à la Conférence de Bamako de 2011





5. DERNIERES NOUVELLES

sur le sujet. Elle est soutenue par l'UIL (Institut de l'UNESCO sur l'apprentissage tout au long de la vie) de Hambourg, l'ADEA, la DDC et la coopération canadienne. Le GTENF est chargé de la mise en oeuvre. Ce réseau est un outil de partage de bonnes pratiques en matière d'éducation et de formation des jeunes en situation de vulnérabilité en Afrique.

Départ de la Représentante Éducation Afrique de l'Ouest de la Coopération Suisse (DDC/BUCO), Mme Mary Luce

Après plus de deux décennies passées en Afrique de l'Ouest, dont plusieurs années au Burkina Faso et au Bénin, Mme NIADA FIAUX Mary-Luce nous quitte pour occuper une autre fonction au sein de la Coopération Suisse.



Mary-Luce luce lors de l'une de ses nombreuses apparitions au front de la lute pour les laissés pour compte en éducation (Crédit photo: I. B-L)

Mary-Luce s'était bâtie une solide réputation d'une professionnelle passionnée pour les laissées pour compte en éducation, les sansvoix, les désavantagées, les vulnérables. Aussi bien lors des prises de décision stratégiques que sur le terrain, on était sûr de compter sur sa voix pour défendre leurs causes. C'était tout naturel que nos routes se rencontrent et qu'elle contribue, de manière significative, au développement du Groupe de travail sur l'éducation non formelle dont elle était la coordonnatrice représentante des autres partenaires techniques et financiers dans le comité conseil du Groupe. Son engagement pour l'éducation non formelle a permis de soutenir et développer des alternatives éducatives pertinentes et viables pour les laissés pour compte et de porter celles-là à échelle.



Mary-Luce, lors de la Triennale 2017 de l'ADEA à Diamniadio du Sénégal (Crédit photo: I. B-L)

Au nom de la coordination du GTENF à Ouagadougou, du réseau de l'ENF et de l'ADEA en Général, il lui est souhaité plein succès à dans ses nouvelles responsabilités.

Kibare, le lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle en Afrique



Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF)

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

11 BP 692 Ouagadougou CMS 11 - Burkina Faso - Tél. : +226 25 36 58 45 - www.gtenf.org